

Les Corses voteront-ils pour plus d'autonomie ?

France Arrivés largement en tête du premier tour, les nationalistes veulent une majorité absolue pour négocier en position de force avec Paris.

Les nationalistes de Corse ont appelé les électeurs à confirmer, dimanche, leur percée dans les urnes une semaine auparavant, lors d'élections locales sur cette île française de la Méditerranée. Ils veulent ainsi être en position de force au moment de réclamer plus d'autonomie à Paris.

Avec 45,36 % des voix, la coalition entre indépendantistes et autonomistes, au pouvoir sur l'île natale de Napoléon depuis 2015, a nettement devancé les autres listes, dont celle du parti présidentiel d'Emmanuel Macron, lors du premier tour, le 3 décembre. Réunis au sein de la liste *Pè a Corsica* (Pour la Corse), les nationalistes visaient dimanche la majorité absolue, lors de ce scrutin destiné à fusionner les trois entités administratives existantes (départementales et régionale) en une "super région".

Un véritable pouvoir législatif

Si la question de l'indépendance de la Corse n'est pas à l'ordre du jour, les "natis" espèrent bien pouvoir avancer sur leurs trois principales revendications : amnistie pour les "prisonniers politiques", co-officialité de la langue corse et statut de résident pour combattre la spéculation immobilière. Il s'agit d'avoir *"la dévolution d'un véritable pouvoir législatif et fiscal, reconnu aussi bien par l'Etat que par l'Union européenne"*, selon le programme de *Pè a Corsica*.

Ces questions sont éminemment sensibles en Corse, qui a

été pendant des décennies le théâtre de violences, avec plus de 4 500 attentats revendiqués par les militants du Front de libération nationale de la Corse (FLNC). Leur décision, en 2014, de déposer les armes a ramené le calme sur l'île.

"*Il faut que nous ayons suffisamment de force pour imposer ces sujets*", a insisté le leader des indépendantistes, Jean-Guy Talamoni. "*Nous avons besoin de tout le monde parce que nous avons un pays à construire*", a ajouté son allié, le dirigeant autonomiste Gilles Simeoni, lors d'un meeting à Ajaccio, la semaine dernière, au milieu d'une marée de drapeaux corses et de chants traditionnels.

Avoir plus d'autonomie

Les "natis", qui visent l'obtention d'un véritable statut d'autonomie dans les trois ans et sa mise en œuvre effective dans les 10 ans, attendent déjà de pied ferme la réponse de l'Etat. "*Le gouvernement travaillera avec l'exécutif qui aura été choisi par les électeurs corses*", avait réagi le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, au lendemain du premier tour.

L'opinion publique sur cette île de 330 000 habitants, qui vit beaucoup du tourisme saisonnier et dépend largement des subsides de l'Etat, est majoritairement défavorable à l'indépendance, et même les plus optimistes des séparatistes ne rêvent pas d'un éventuel référendum d'autodétermination avant quinze ans. "*L'indépendantisme est dans l'imaginaire collectif, mais la volonté actuelle des Corses est d'avoir davantage d'autonomie*", tranche Thierry Dominici, spécialiste de la Corse à l'Université de Bordeaux. Et sur l'autonomie, l'attente est forte, prévient l'universitaire. "*L'Etat a tout à gagner de répondre à au moins une des trois demandes. S'il ne fait rien, tous les insulaires seront dans la rue et les nationalistes n'auront même pas besoin de le demander*", dit-il. (AFP)